

J'aimerais aussi dire aux députés, et, en particulier, aux Néo-démocrates, que certains d'entre nous doivent être réalistes. Nous ne pouvons tous être des rêveurs. J'estime aussi que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait dû poser ses questions à son premier ministre (M. Trudeau) au lieu de les adresser au leader du Nouveau parti démocratique. Ils disent qu'il n'y a pas de différence. Il y en a certainement une: il est mathématiquement impossible au chef du NPD de s'asseoir à cette place si l'on songe au temps qui lui reste encore ici à la Chambre. Le premier ministre est censé parler au nom du Canada. A ma connaissance, il n'a pas fait part aux Canadiens de la décision de son cabinet sur cette question ni d'ailleurs sur toute la question de la défense continentale qui, il faut l'admettre, nous concerne tous.

• (10.40 p.m.)

Je ne comptais pas prendre part à ce débat. C'est que je ne le juge pas plus consistant que les autres questions qu'aiment soulever périodiquement nos amis de gauche, les socialistes. Mais, après avoir entendu certaines remarques faites ici, je me crois obligé de vous soumettre un point de vue que partagent, je crois, un grand nombre de Canadiens.

Personne ne veut une nouvelle guerre, nous sommes tous d'accord là-dessus, je crois. Ceux qui ont déjà pris part à une guerre seraient les derniers à vouloir participer à une autre. Personne ne veut voir le Canada transformé en champ de bataille. Personne ne veut que des bombes ou des missiles, destinés peut-être à d'autres pays, tombent sur notre territoire. Nous ne voulons pas que des engins de ce genre éclatent au-dessus du sol canadien. Toutefois, il y a une énorme différence entre nos désirs et la réalité. Le véritable problème, c'est qu'il ne nous est pas possible d'être notre propre maître à cause de notre situation géographique et politique.

Les théories sur la défense ont changé depuis l'avènement des armes nucléaires, mais elles n'ont pas encore été effectivement mises à l'épreuve. Nous sommes ou devrions être partenaires, que cela nous plaise ou non. Nos engagements antérieurs ont fait de nous des partenaires au sein de la défense continentale. La question que le peuple canadien se pose aujourd'hui est de savoir si nous allons respecter ces engagements. Sinon, il serait temps que notre premier ministre explique notre attitude, non seulement aux Canadiens, mais également à nos anciens partenaires, quant à ces engagements continents. La Chambre peut adopter toutes les

[M. McIntosh.]

pieuses résolutions qu'elle voudra et le gouvernement du Canada faire toutes les protestations pharisaïques qu'il voudra, reste que les grandes nations du monde ne les écouteront pas. Nous sommes incapables de changer le cours des événements.

En réalité, les grandes puissances se soucient bien peu que le premier ministre se décide ce soir, la semaine prochaine ou dans un mois. Il est grand temps, je crois, que notre pays renonce à toute ambiguïté. Il est grand temps que nous affirmions notre position. Ou nous voulons la liberté au point de combattre pour l'obtenir, ou nous ne la voulons pas. Je serais prêt à parier qu'en ce moment, il n'y a personne qui sache exactement ce que le Canada veut ou ce que nous, comme nation, sommes prêts à faire. Pour ma part, à titre de membre de l'opposition officielle en Chambre, j'ignore ce qu'est la politique actuelle du gouvernement.

L'hon. M. Stanfield: Comment pourriez-vous la connaître; il n'y en a pas.

M. McIntosh: De fait, ce soir, après avoir écouté le discours du premier ministre, celui du ministre de la Défense nationale (M. Cadieux) et celui du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp), il me semble qu'il n'y a aucun lien, aucune coordination entre leurs façons de voir.

Sûrement, après toutes les questions qu'on a posées à la Chambre depuis plusieurs jours à propos de ce que les autorités américaines ont dit au gouvernement canadien, le premier ministre devait être au courant. Le ministre de la Défense nationale a dit qu'il avait ces documents depuis des semaines. Il les a lus à la Chambre. Il connaissait même les détails précis des engins Spartan et Sprint. Il a parlé d'une distance de 400 milles. On me fait savoir que la portée du Spartan est de 75 milles. Si elle est de 400 milles, alors il y a lieu de s'en inquiéter, surtout les habitants de l'Ouest du Canada.

Jamais dans notre histoire nous n'avons connu pareille incertitude. Dans deux guerres mondiales, les Canadiens ont combattu pour une cause librement choisie et qu'ils croyaient juste. Les autres pays connaissaient l'attitude du Canada. Sans doute aujourd'hui la stratégie a tellement évolué qu'il n'est sans doute plus possible pour un petit pays comme le nôtre de contribuer directement à l'emploi des techniques onéreuses et compliquées de la guerre nucléaire intercontinentale. Peut-être ne sommes-nous qu'un élément négligeable dans la panoplie des pays démocratiques en